Faits saillants de la Journée d'étude sur le vaccin contre le VPH

La FQPN a organisé, le 15 novembre dernier, une *Journée d'étude sur le vaccin contre le VPH* à laquelle près d'une trentaine de personnes issues de divers milieux ont participé. Cette journée a été l'occasion de partager nos connaissances et nos préoccupations sur le sujet et de rapidement faire consensus sur la nécessité de **réitérer la demande de moratoire sur la mise en place de cette campagne.**

En effet, la période d'échange avec les principaux responsables de la campagne au Québec, dont le Dr Alain Poirier, directeur national de la santé publique et la Dre Monique Landry, de la direction de la protection de la santé, n'a pas convaincu les participantes de la nécessité de mettre rapidement en place une campagne de vaccination alors que des données qui nous apparaissent essentielles sont toujours manquantes. Par exemple, la durée de l'immunité conférée par le vaccin et ses effets à long terme ne sont pas connues. Des études sur l'efficacité du vaccin après deux doses seulement sont toujours en cours, une donnée pourtant importante afin de réaliser les études coûts bénéfices d'une telle campagne.

Les participantes ont aussi déploré le fait que le gouvernement ait choisi d'investir dans un vaccin nouveau et très coûteux, plutôt que d'augmenter les ressources accordées à l'éducation sexuelle (un grand besoin au Québec) et à la prévention des principales infections transmissibles sexuellement (ITS) qui sont pour la majorité en hausse ou demeurent à des taux très élevés au Québec. Les responsables de la santé publique ont reconnu le besoin d'accroître la participation des Québécoises (dont le taux est le plus bas au Canada) au test de Pap. Par contre, aucune mesures concrètes pour ce faire n'ont encore été mises en oeuvre.

La mise en place du programme de vaccination ne s'inscrit donc pas dans une vision globale de la santé, ni dans une approche de prévention primordiale, qui prendrait en compte les déterminants de la santé et ainsi que les principaux facteurs de risques liés au cancer du col de l'utérus.

Enfin, l'inaction du gouvernement face aux stratégies de marketing et la publicité agressive du Gardasil MC par la compagnie Merck Frosst sont aussi au cœur des préoccupations des participantes à la journée. Non seulement cette publicité est interdite, mais elle contribue à déformer la réalité. Nous avons été particulièrement déçues du manque de volonté des responsables de santé publique de voir à la mise en place de campagne d'information impartiale sur les réalités entourant le cancer du col, le VPH, le vaccin et les tests de dépistage ainsi que sur les façons de se protéger contre les autres ITS.

C'est pourquoi les conclusions des travaux de cette journée se sont soldés par le besoin de **réitérer la demande de moratoire sur la mise en place de la campagne**. La FQPN a interpellé directement le ministre de la Santé et des Services sociaux, Monsieur Philippe Couillard, à cet effet. La FQPN a aussi demandé au ministre de mettre en place des mesures concrètes afin de contrecarrer l'influence du promoteur du vaccin Gardasil MC,

notamment par des mesures accrues de sensibilisation et d’éducation du public et d’investir dans de véritables mesures de prévention. Nous attendons avec impatience la réponse du ministre.

Appel à l’action

Nous invitons toutes organisations et personnes intéressées à prendre position publiquement et à écrire au ministre de la Santé et des Services sociaux afin de réclamer le moratoire. Si vous prévoyez agir sur le sujet, n’oubliez pas d’en informer la FQPN.